

Municipales : les écologistes rêvent encore d'être le « trait d'union » de la gauche

Maxence Armant

Lors de leur rentrée politique, du 21 au 23 août, à Strasbourg, les Verts ont réaffirmé leur volonté de rassembler la gauche pour conserver les villes conquises en 2020. Mais dans la quasi-totalité des communes, aucun accord avec LFI et le PS n'est signé.

Pour les municipales de 2026, les écologistes ont une règle d'or : « réunir la gauche la plus large possible, du Parti communiste à Place publique, pour conserver nos conquêtes de 2020 et en réaliser de nouvelles », résume lapidairement Catherine Candelier, présidente de la fédération des élus écologistes (Feve), sur la pelouse strasbourgeoise des universités d'été de son parti. Bordeaux, Lyon, Strasbourg, Grenoble, Poitiers, Tours... En 2020, les écologistes avaient conquis une dizaine de grandes villes et s'étaient hissés au sein de majorités de plusieurs autres, dont Paris, provoquant un raz-de-marée électoral.

Mais pour concrétiser leurs objectifs du scrutin de mars prochain, le soutien des autres partis de gauche – principalement La France insoumise (LFI) et le parti socialiste (PS) – est essentiel. Dans de nombreuses villes, seule une candidature commune permettra d'engranger la victoire, selon les calculs de plusieurs cadres du parti. « Je ne connais pas une ville avec une majorité de gauche où cela ne soit pas la bonne voie pour gagner », confirme Marine Tondelier, secrétaire nationale des Verts.

Vidéo

Lire aussi

Voilà pour la théorie. Sauf qu'en pratique, La France insoumise et le Parti socialiste ne s'entendent plus. « Dans la plupart des villes, LFI ne veut pas d'alliance si le PS en fait partie, et vice-versa », résume Jean-Luc Dumesnil, trésorier de la fédération des élus du parti. Mais nous croyons encore que nous pouvons faire le trait d'union entre eux ».

Retour de gauches irréconciliables ?

Paris illustre parfaitement ce casse-tête. Emmanuel Grégoire, candidat socialiste à la mairie, refuse catégoriquement toute alliance avec les insoumis, qui, eux aussi, semblent privilégier la stratégie du cavalier seul, bien qu'ils n'aient pas encore désigné de candidat. Et au milieu, David Belliard, candidat écologiste de la capitale, fait tout pour les réconcilier. Celui-ci assure que sans un accord, la victoire est impossible face une candidature de Rachida Dati. « Il n'y a qu'à faire le comptage des voix pour s'en rendre compte, justifie-t-il. Nous devons trouver le périmètre le plus fort si nous voulons l'emporter et ne pas faire gagner la droite ».

D'autant que l'adjoint de l'actuelle maire ne croit pas aux gauches irréconciliables. « Les points de crispation nous échappent, ils sont d'enjeux nationaux. Nous sommes d'accord sur les mêmes sujets de fond à Paris », jure-t-il. L' élu poursuit donc ses discussions avec le candidat socialiste et les députés insoumis de Paris Sophia Chikirou et Rodrigo Arenas. En sachant que si liste d'union il y a, elle devra être constituée avant le 20 octobre pour des raisons de comptes de campagne, explique son équipe. L'écologiste garde néanmoins la porte ouverte à une union partielle avec le PS au premier tour, potentiellement renforcée par LFI au second.

Lire aussi

Car dans beaucoup de villes, c'est l'attente qui prévaut. Clément Frel-Cazenave, jeune chef de file écologiste des Bouches-du-Rhône, espère lui aussi vaille que vaille rallier les insoumis à une candidature commune à Aix-en-Provence. Pour le moment, le député socialiste Marc Pena, avec qui les discussions sont bien engagées, est le candidat déclaré à la tête de liste de cette union de la gauche. « *Les deux circonscriptions de la ville ont été gagnées par le Nouveau Front populaire lors des dernières législatives partielles. On a une vraie opportunité de faire basculer la mairie à gauche si l'on s'unit* ». Seul problème, l'écologiste de 23 ans n'a reçu aucune réponse des insoumis pour le moment.

Exception

Malgré le rapprochement de l'échéance électorale, Margot Belair, coordinatrice municipale des verts et adjointe au maire de Grenoble, tente de calmer les peurs. « *La France insoumise n'a pas encore arrêté sa stratégie. On ne sait pas encore ce qu'il va se passer dans beaucoup de communes où elle est présente. Les alliances se décideront un peu plus tard, au cas par cas, au niveau local* ». À Grenoble, Caen, Strasbourg ou encore Tours, les chefs de file écologistes espèrent encore faire basculer les discussions dans les prochaines semaines.

Au milieu de cette incertitude électorale générale, une ville fait exception. La commune de L'Île-Saint-Denis, située en région parisienne, est dirigée depuis 2016 par le maire Mohamed Gnabaly (EELV), fort d'une majorité composée des principales forces de gauche. Candidat à sa succession, il se réjouit qu'un accord soit déjà scellé avec LFI et le PS. « *Il faut aussi dire que ma commune est particulière, la gauche travaille ensemble depuis longtemps, reconnaît-il. En sachant qu'Éric Coquerel est le député de notre circonscription et Stéphane Troussel le président de notre département (tous les deux sont insoumis ; ndlr)* ».

Sans oublier dans tout cela, qu'au-delà des grandes villes, le problème des alliances touche aussi les plus petites communes. Maryline (qui préfère garder l'anonymat), conseillère municipale écologiste dans une commune d'Indre-et-Loire de 10 000 habitants, siège depuis cinq ans au sein d'une majorité socialiste. Mais pour les prochaines élections, les élus de gauche ont décidé de se scinder en deux listes : une PS et une indépendante. « *Si je dois me représenter, j'irai sur la liste indépendante, je n'ai pas du tout aimé mon expérience avec le Parti socialiste, confie-t-elle. Nous avons des désaccords sur plein de sujets. J'avais l'impression d'être dans l'opposition* ». Alors, du haut de ses quelques années d'élue, et comme en écho aux problèmes des autres villes, la quinquagénaire se demande : « *A quoi bon être élu sur une même liste si nous ne sommes pas d'accord ?* »